

12 novembre 2018, semaine 46

EMN Weekly Brief

- Le Conseil européen a adopté le 9 novembre la [proposition de la Commission visant à renforcer l'eu-LISA](#), l'agence de l'UE chargée de la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice. Figurant parmi les priorités politiques pour la période 2018-2019, l'agence eu-LISA renforcée veillera à ce que les systèmes d'information de l'UE en matière de migration, de sécurité et de gestion des frontières soient plus interopérables et comblera d'importantes lacunes en matière de sécurité.
- Dans son [arrêt rendu le 7 novembre 2018](#), la Cour de justice de l'Union européenne s'est prononcée sur une demande de décision préjudicielle introduite par le Conseil d'Etat des Pays-Bas concernant la compatibilité de la condition d'intégration civique en vue d'obtenir un titre de séjour autonome - prévue par la législation néerlandaise - avec l'article 15 (paragraphe 1 et 4) de la Directive 2003/86/CE relative au droit au regroupement familial. La CJUE a ainsi statué que la Directive européenne précitée ne s'oppose pas à la réglementation nationale néerlandaise, pour autant que les modalités concrètes de l'obligation de réussir cet examen ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif de facilitation de l'intégration des ressortissants de pays tiers, ce qu'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier.
- Sur invitation du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, le Ministre des Affaires étrangères et européennes, de l'immigration et de l'asile, Jean Asselborn, a participé à la [réunion ministérielle du processus d'Aqaba organisée par les Pays-Bas et la Jordanie à la Haye les 4 et 5 novembre](#). Cette initiative, lancée en 2015 par Sa Majesté le Roi de Jordanie, vise à renforcer la coopération internationale contre l'extrémisme violent et contre le terrorisme. Dans ce cadre, Jean Asselborn a notamment rappelé qu'il convient, dans le contexte actuel, de rejeter le raisonnement simpliste des populistes qui ont tendance à voir dans chaque réfugié ou chaque migrant un terroriste potentiel. Le ministre a également rappelé que le Luxembourg dispose d'une législation complète et de politiques actives visant à renforcer le volet prévention de la lutte contre le terrorisme. Le Luxembourg s'attache également à lutter contre les causes profondes du terrorisme (absence de perspectives économiques, déficits de gouvernance et de démocratie, corruption ...) en investissant notamment 1% de son RNB dans l'aide publique au développement. L'intervention de Jean Asselborn peut être consultée sous le [lien suivant](#).
- Une conférence portant sur les flux migratoires à venir (« [Inequality and Migration](#) ») aura lieu le 15 novembre à 13h00 à la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Mr. le Prof. Michel Beine (Université du Luxembourg) proposera un éclairage nouveau de cette question en se basant notamment sur les données collectées par le Gallup World Survey. L'entrée est gratuite.
- Le [European Integration Network se rencontrera à Vienne les 12 et 13 novembre](#) afin d'échanger sur les moyens d'intégrer plus efficacement les femmes immigrantes. Les représentants des points de contact nationaux discuteront notamment des bonnes pratiques en termes d'insertion professionnelle des femmes immigrantes sur le marché de l'emploi et plus largement sur l'intégration de ces dernières dans les différentes sphères de la vie sociale.

Chiffre de la semaine: 40

Le Luxembourg est un pays d'immigration. Cette immigration se répercute sur le plan local comme le montrent les chiffres suivants :

Au 1er janvier 2018, 40 communes du pays comptaient plus de 40% de ressortissants de nationalité étrangère et aucune commune n'avait moins de 20% de ressortissants étrangers. A titre de comparaison, en 2001, seules 13 communes comptaient au moins 40% de ressortissants de nationalité étrangère dans leur population et 22 communes comptaient moins que 20% de ressortissants étrangers dans leur population.

Source : STATEC/CTIE

Le Réseau européen des migrations, créé par la décision n°2008/381/CE du Conseil du 14 mai 2008, a pour objet de fournir des informations actualisées, objectives, fiables et comparables sur la migration et l'asile aux institutions européennes, aux autorités des États membres et au grand public, en vue d'appuyer l'élaboration des politiques et la prise de décisions au sein de l'Union européenne.

Nous contacter :

Email: emn@uni.lu

Site du LU EMN NCP : www.emnluxembourg.lu

Base de données sur la jurisprudence en matière d'immigration et de protection internationale : www.emn.lu

Site de l'EMN : https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/networks/european_migration_network_en